

# «Il n'y a pas de gouvernement bruxellois»

Didier Reynders regrette le manque de leadership du ministre-président bruxellois Rudi Vervoort, entre autres vis-à-vis de son ministre de la Mobilité, Pascal Smet. «Si nous sommes en capacité de former une majorité à Bruxelles, je prendrai mes responsabilités.»

## LES PHRASES CLÉS

«*Tout le gouvernement bruxellois, y compris le ministre-président, critiquent Pascal Smet. Pourtant, il est toujours là.*»

«*Quoi que dise la Commission européenne, on doit mettre Belfius en Bourse pour désendetter l'État.*»

«*Nous devons encore travailler à baisser l'impôt des personnes physiques.*»

## INTERVIEW MARTIN BUXANT

**R**assurez-vous. Ceci n'est pas un encart d'une revue cycliste dans votre journal favori. Mais il faut bien admettre qu'interviewer le vice-Premier ministre Didier Reynders s'apparente à une étape de montagne sur le Tour de France. Il y a le tour de chauffe. Le round d'observation où le libéral y va mollement sur le coup de pédale – testant la résistance de l'adversaire. Se dessinent alors les premiers contreforts de l'étape et, là, le mollet et les cuisses durcissent avant l'échappée en solo dans la montagne, et l'arrivée dans la plaine. En roue libre. Quand on a été puiser dans les réserves et que la musette est vide – stock d'arguments épuisé – et qu'il s'agit de descendre de selle. Ce jeudi-là, donc, début d'étape en mode vélotouriste.

Et pour mouliner tranquille, rien de plus simple qu'évoquer ses propres compétences internationales. Le ministre des Affaires étrangères décolle ce dimanche pour New York en compagnie du couple royal pour une ultime séance de lobbying belgo-belge en vue de décrocher un siège pour la Belgique au Conseil de sécurité des Nations unies.

Il pose sa tasse de café (qu'il n'a d'ailleurs pas bue).

Et il dit: «*Dans cette bataille-là, on jette vraiment toutes nos forces.*» Opposé à l'Allemagne et à Israël, Reynders réfute le fait que la Belgique ait pris la chose trop à la légère en pensant que l'État hébreu était incapable de rallier 2/3 des suffrages derrière sa candidature. «*C'est faux, on ne sous-estime pas ce concurrent. Notre diplomatie s'est vraiment démenée et je pense réellement que nous disposons de très bonnes chances de l'emporter. Alors, c'est vrai, on n'a pas d'argent, on n'achète pas les voix de ceux qui nous soutiennent, ce n'est pas notre politique, la Belgique n'a jamais fonctionné de cette manière. Nous ne faisons pas de promesses que nous ne pouvons pas tenir. On s'appuie sur une expérience de la Belgique qui est très largement reconnue dans le monde entier: notre combat contre la présence d'enfants dans les conflits armés mais aussi les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants. Enfin, on a mis l'accent sur la lutte contre le réchauffement climatique. La Belgique considère que c'est une vraie priorité. Notre pays n'a pas d'agenda caché: on a une fiabilité reconnue partout.*»

Ça passe ou ça casse.

Verdict en juin lors du vote aux Nations Unies.

La route traverse les premières pentes de l'étape. Les matières fédérales et le remplacement des avions de chasse F-16 (l'un des dossiers épineux de l'exécutif qui est confronté à une fronde parlementaire de l'opposition sur le sujet).

### «Pas de scandale sur les F-16»

Reynders hausse les épaules. «*Il y a une tradition parlementaire qui s'est installée depuis quelque temps et qui consiste à voir des scandales et des complots partout. On a un petit groupe de députés qui se lève chaque matin en pensant avoir trouvé un nouveau scandale et en pensant que ça va être la révolution. Mais ils sont à côté de la plaque et c'est fatigant. Non seulement, il n'y a pas de scandale mais ce que l'on voit surtout c'est que n'est pas lanceur d'alerte qui veut. Il ne suffit pas de débarquer au Parlement avec une feuille blanche, de l'agiter et de dire: «Regardez je suis un lanceur d'alerte» pour qu'il y ait réellement un scandale. Hélas, il existe certains députés pour le croire. Il n'y a pas de scandale sur les avions F-16.*»

Oui, mais quand même, lui dit-on. Doit-on remplacer ces avions ou ne peut-on simplement pas les prolonger – ce qui ferait épargner un sacré paquet d'argent (15 milliards d'euros) à la collectivité?

Là, Reynders met un plus gros braquet. «*À un moment, il faut être clair et dire stop au populisme. Mais que veulent le PS et Ecolo? Qu'ils expliquent leur logique. Est-ce qu'ils ne veulent plus de Défense du tout, plus d'avions ni d'armée et qu'on s'en remette entièrement aux pays amis pour assurer notre protection et nos missions? Si c'est cela qu'ils veulent, qu'ils soient clairs. Ce n'est en tout cas ni notre vision ni notre intention: nous avons pris des engagements, dont ceux de faire augmenter la part de notre PIB consacrée aux dépenses militaires, une part très inférieure à la moyenne européenne, et nous allons nous y tenir. Même en remplaçant les F-16, on restera en deçà des 2% de PIB à consacrer théoriquement aux dépenses militaires. On sera à 1,3% en 2030. Donc, assez de populisme. Prolonger les avions actuels? Mais ça n'a pas de sens, ils sont très vieux et cela coûtera très cher. Dans les prochaines semaines, le gouvernement fédéral va donc décider comment poursuivre avec la procédure de remplacement des avions actuels.*»

Voilà les premiers lacets franchis. On aborde alors un autre dossier-saga qui rythme la vie du gouvernement fédéral (et qui est tout sauf une ligne droite): l'en-

trée en Bourse partielle de la banque Belfius. Laquelle est, pour l'heure, couplée à un dé-mêlage du nœud Arco. «*Moi, je souhaite qu'on puisse régler le dossier Arco en respectant les règles européennes de non-distorsion de concurrence mais je souhaite aussi que l'on fasse entrer en Bourse une partie du capital de Belfius afin que la banque puisse s'appuyer sur de vrais partenaires dans le secteur financier. C'est moi qui ait négocié la reprise de la banque au groupe Dexia, et on a valorisé cette banque. Si on va en Bourse, c'est pour faire une plus-value et pour que l'État retrouve les 4 milliards qui avaient été investis à l'époque. Je répète qu'on n'a pas vocation à être banquier et surtout de l'être seul à 100% comme c'est le cas dans Belfius actuellement. J'entends aujourd'hui les partis de gauche appeler à garder une banque 100% publique. C'est un peu curieux. C'est comme s'ils n'avaient pas compris qu'une partie des problèmes de Dexia, c'est justement parce que les communes, les collectivités, les mutualités étaient beaucoup trop exposées. On ne peut pas dire que cette surexposition ait été un grand succès.*»

Pourtant, la probabilité que la commission bloque le deal Arco existe. Auquel cas le CD&V a indiqué qu'il bloquerait l'IPO de la banque. «*Dès le départ, j'avais dit qu'on devrait respecter les règles européennes. On doit voir si les coopérateurs ne sont pas plutôt à mettre sur le même pied que les épargnants classiques. Ma conviction est celle-ci: quoi que dise la Commission européenne sur le dossier Arco, on doit mettre Belfius en Bourse. Parce que je crois qu'on a l'opportunité de désendetter l'État et de réaliser une vraie plus-value. Belfius a été très bien gérée, on peut maintenant désendetter l'État tout en restant actionnaire majoritaire. J'espère qu'on pourra encore le faire cette année parce qu'il faudra voir si les marchés financiers*

sont capables d'absorber ce qu'on va mettre en Bourse.»

À ce stade, les oreilles du CD&V sifflent comme si vingt locomotives passaient à proximité.

#### «Migration légale et sécurité»

Et là, c'est l'échappée. Le dossard Reynders profite d'un faux-plat de derrière les fagots pour mettre un coup de pédale bleue.

Lundi, le Premier ministre Charles Michel a désigné le fiscal et la volonté de diminuer l'impôt des personnes physiques (IPP) comme l'un des thèmes des libéraux pour la séquence électorale 2018/2019.

Et ça, c'est comme une jolie musique pour Didier Reynders.

«Quand j'étais ministre des Finances, on avait déjà travaillé sur des réformes fiscales. Ce fut un souci constant et avec le gouvernement actuel, on a travaillé à baisser les charges et diminuer l'impôt des sociétés, tout en travaillant l'IPP surtout pour les revenus les plus faibles. Mais nous le disons très simplement: on doit remettre l'ouvrage sur le métier. Et aller plus loin. Ce n'est pas tellement le fait de payer 50% d'impôt qui est dérangeant – c'est d'ailleurs comparable à la moyenne européenne. Ce qui est fondamentalement dérangeant, c'est qu'on arrive beaucoup trop vite dans ces tranches fiscales qui sont lourdement taxées. C'est à cela que les libéraux devront s'atteler en priorité lors de la prochaine législature.»

D'ailleurs, les réformes fiscales, c'est un peu le Mont Ventoux des libéraux, un passage obligé.

Mais Didier Reynders, désormais bien lancé, en voit deux autres: la sécurité et l'asile, deux autres grands classiques de la panoplie libérale. Alors que Theo Francken plaide depuis quelques jours pour un mo-

dèle migratoire «à l'australienne», le vice-Premier ministre dit ceci sur l'asile: «Il faut accueillir les gens qui sont de vrais réfugiés et à côté de cela, on doit ouvrir, en Europe, le débat sur la migration légale. On a des besoins en matière de marché du travail. Il faut remplir certains métiers en pénurie. Peut-on, à l'instar d'autres pays, accueillir une immigration légale? C'est un débat difficile car certains pays européens ne souhaitent pas ouvrir la possibilité à une immigration légale. Je suis allé en Australie et au Canada et j'ai vu comment les choses se passent. On choisit les personnes qui peuvent immigrer légalement et s'insérer directement sur le marché du travail. Quand on voit le vieillissement de la population, c'est un débat dont on ne peut pas faire l'économie.»

Chers amis de la petite reine, vous qui lisez ces lignes (peut-être) en regardant Liège-Bastogne-Liège, voilà que pointe le sommet de l'étape.

Roulement de tambours.

On va parler Bruxelles.

Didier Reynders ne sera donc pas candidat aux élections communales dans son fief uclois.

Est-ce un regret?

Il dit: «Au MR, nous avons pris des engagements clairs en termes de cumul. Qu'il n'y ait plus de cumul dans les communes de plus de 50.000 habitants. À Uccle, il y a 83.000 habitants. Je ne vais pas faire semblant de me présenter et ne pas siéger, j'ai préféré laisser ma place à d'autres. Que ce soit à Uccle, à Bruxelles-Ville ou maintenant à Ixelles, le MR ne met plus aucun cumul en place. Pour remplacer un échevin, soit le député démissionne soit on choisit qui n'est pas en position de cumul. On nous a dit: ce n'est pas très ambitieux, moi je constate surtout qu'on est les seuls à le faire. L'été dernier, l'été meurtrier, tout le monde s'est prononcé la main sur le

cœur pour le cumul intégral, j'attends de voir. Ceux qui ont crié le plus fort cumulent le plus fort. Je prends un exemple au hasard: DéFI. L'ancien vice-président du Mouvement réformateur Olivier Maingain va aux élections communales, il est président de parti et parlementaire tout en étant bourgmestre. Didier Gosuin est ministre à la Région bruxelloise et il mènera sa liste communale à Auderghem. Il y a un parlementaire à Schaerbeek, Bernard Clerfayt, il est bourgmestre, il mènera aussi sa liste communale.»

Et il ajoute ceci.

Attention punchline.

«Je veux bien qu'on fasse croire qu'on est les champions du cumul mais pour en parler, mieux vaut en avoir un tout petit peu sur soi. C'est un peu comme la culture.»

«On verra bien. Peut-être que tous ceux que je viens de citer seront élus bourgmestres et ne feront plus que cela. On verra bien. Si c'est la réalité, je les féliciterai.»

Voilà DéFI rhabillé pour l'été.

#### «Mobilité et responsabilités»

Et sur Bruxelles, Reynders a ses chevaux de bataille: mobilité, propreté et la répartition des rôles. «Il faut que la Région prenne clairement la main et donne les orientations pour les 19 communes y compris pour la Ville de Bruxelles. J'en ai parlé avec Philippe Close, il est plutôt d'accord. À un moment, il faut un quartier général de la police bruxelloise, un centre de collecte des informations, un centre de crise comme on en a un au Fédéral. Et puis surtout, à l'avenir, il faut que le ministre-président bruxellois assume cette mission de coordination des services de sécurité bruxellois. Ça coupera d'ailleurs court au débat actuel sur la fusion des zones de police.»

Dans son livre, l'ancien bourgmestre bruxellois Yvan Mayeur dénonce une para-

lysie de la Région par la surreprésentation flamande. «Ce qui me frappe surtout à la Région, c'est qu'il n'y a pas de gouvernement. On a l'impression que chacun a reçu ses compétences, qu'il travaille dans son petit silo sans jamais regarder ce que fait son voisin. Et c'est comme cela qu'on en arrive à des situations catastrophiques comme celles de la mobilité aujourd'hui à Bruxelles. Avec un ministre de la Mobilité (Pascal Smet, NDLR) qui est critiqué par tous ses collègues, y compris par son ministre-président (Rudi Vervoort, NDLR), mais qui reste en poste. Au Fédéral, on n'aurait jamais cela. Si un ministre n'a pas le soutien du gouvernement, il démissionne. Ici, tout le monde est fâché sur le ministre de la Mobilité qui n'a pour seule idée que d'attaquer les voitures, mais il est toujours là. Ma conviction, c'est que le ministre-président actuel n'est pas assez présent.»

On en est là.

Après une heure d'interview.

Et on dit ceci: avec tout cet enthousiasme pour Bruxelles, vous serez donc candidat tête de liste du MR à la Région.

Et il répond ceci: «Non, je serai tête de liste à la Chambre parce que je veux aussi faire campagne sur les six communes à facilités, et que j'ai un bilan à défendre au Fédéral. Mais il est bien clair: si les libéraux sont la plus grande force politique à Bruxelles, et si nous sommes en capacité de former une majorité autour de nous, alors je prendrai mes responsabilités pour Bruxelles. Je négocierai une majorité et ensuite on verra. Le but n'est pas de dire que je suis candidat ministre-président, le but est de placer les libéraux en tête. Mais si les gens veulent poursuivre avec un projet socialiste, alors ils poursuivront avec un ministre-président socialiste.»

Ligne d'arrivée franchie. Demain, nouvelle étape. C'est que le tour politique ne s'arrête jamais.

«Je veux bien qu'on fasse croire qu'on est les champions du cumul mais pour en parler, mieux vaut en avoir un petit peu sur soi. C'est comme la culture.»